

Le gouvernement britannique va proposer des prêts étudiants conformes à la charia...

écrit par Jules Ferry | 11 septembre 2025





Le ministère de l'Éducation du Royaume-Uni a récemment annoncé que, dans le cadre du nouveau système financier conforme à la charia, les étudiants musulmans ne seront plus tenus de payer des intérêts sur les prêts gouvernementaux.

Voici une facette du djihad économique : les musulmans britanniques, par leur nombre, sont parvenus à faire financer la charia par le contribuable !

►Le gouvernement britannique va proposer des prêts étudiants conformes à la charia...

Meforum.org

Ce sont les islamistes qui géreront le fonds de prêt.

Le gouvernement britannique s'apprête à lancer l'un des premiers programmes de prêts étudiants au monde, soutenus par l'État et conformes à la loi islamique. Les autorités promettent d'adopter une « législation secondaire » pour sa mise en œuvre.

Les étudiants ne seront plus tenus de payer des intérêts

sur les prêts gouvernementaux dans le cadre du nouveau système financier conforme à la charia, qui fournira des fonds pour couvrir les frais de scolarité et les frais de subsistance, [a annoncé](#) le ministère de l'Éducation (DoE) le 9 juin 2025.

« Certaines personnes se sentent incapables d'utiliser leurs prêts étudiants existants en raison de leur foi. Ce phénomène est particulièrement fréquent chez les musulmans, car **leur religion interdit les intérêts**, ce qui s'applique à tous [les prêts étudiants](#) », **explique un communiqué publié sur le site web du ministère de l'Éducation.**

Ce dispositif, baptisé [Financement étudiant alternatif](#) (FEA), respectera le principe islamique du *Takaful* , un système conforme à la charia où l'argent est mis en commun et investi. Il sera proposé aux étudiants fin 2026.

Après avoir terminé leurs études, les étudiants verseront des « contributions » à un fonds *Takaful* . Ces « contributions », calculées en fonction des revenus de l'étudiant, financeront de futurs prêts étudiants conformes à la charia, indique le ministère de l'Éducation.

La disposition relative à l'ASF sera certifiée par un [Conseil de surveillance de la finance islamique](#) (CSFI). Le Département de l'énergie a désigné le [Conseil financier islamique du Royaume-Uni](#) (UKFIC) pour assurer le secrétariat de ce Conseil.

Agitateurs liés à la promotion du financement de la charia

Le *Conseil financier islamique du Royaume-Uni* sert de secrétariat au [groupe parlementaire multipartite sur la finance islamique et éthique](#), administré depuis le

bureau du député [controversé](#) Naz Shah, [rapportait](#) *Focus on Western Islamism* (FWI) fin 2024. En 2016, Shah [s'est excusée](#) pour une publication Facebook de 2014 dans laquelle elle appelait à la relocalisation d'Israël en Amérique du Nord.

Umer Suleman est une autre figure controversée associée au Conseil. Outre son rôle de membre du conseil consultatif, il est également [directeur des risques chez Wahed UK](#) , une start-up new-yorkaise spécialisée dans la finance islamique, soutenue par le religieux deobandi Mufti Ibrahim Menk, qui a un jour qualifié les homosexuels de « *pires que des animaux* ».

Shah [soutient](#) également *The Muslim Vote* (TMV) qui, lors des élections générales de juillet 2024, s'est opposé aux candidats travaillistes qui n'ont pas soutenu les appels à un cessez-le-feu entre le Hamas et Israël après le massacre du 7 octobre.

Cette nouvelle politique représente une victoire pour le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB), qui soutient le financement de la charia depuis au moins 2016. Cette même organisation s'est opposée à l'interdiction d'Al-Qaïda par le gouvernement britannique , a prôné le port du voile pour les jeunes filles musulmanes et a boycotté la Journée de commémoration de l'Holocauste de 2001 à 2007.

Le Conseil financier islamique du Royaume-Uni publie sur son site web une [interview](#) de M. Iqbal Asaria, le qualifiant de « *pionnier de la finance islamique au Royaume-Uni et dans le monde* ». L' [Institut international de lutte contre le terrorisme a désigné](#) Asaria comme l'agent agréé des sites web *Jihad.org* et *Ummah.org*, tous deux associés aux groupes islamistes *Hizb ut Tahrir* et *Al Muhajiroun*.

Le gouvernement va dans le sens de l'interprétation radicale du Coran

« Pourquoi le gouvernement facilite-t-il l'octroi de prêts étudiants spéciaux pour permettre aux musulmans de suivre une interprétation radicale du Coran ? » demande Tim Dieppe, érudit musulman et responsable des politiques publiques chez *Christian Concern*, un groupe de réflexion britannique. *« La plupart des musulmans, à travers l'histoire et encore aujourd'hui, sont très heureux de s'intéresser à la finance. »*

« La finance islamique est trompeuse, car elle utilise toujours les intérêts, mais en dissimule l'utilisation de manière trompeuse. Une complexité juridique supplémentaire est ajoutée pour masquer la tromperie. Les musulmans modérés s'opposent à juste titre à cette tromperie financière », souligne Tim Dieppe. **« Cela ne fera qu'encourager la radicalisation des étudiants musulmans. »**

L'alerte de Tim Dieppe fait suite à la publication d'un rapport du [Forum for Foreign Relations](#) intitulé **« [Radicalisation dans les universités britanniques : faire face à l'extrémisme au King's College de Londres et au-delà](#) »**. **Les universités « ne parviennent toujours pas à comprendre, et encore moins à s'attaquer sérieusement, au problème de la radicalisation des étudiants », en raison du « déni institutionnel ou de la naïveté »,** avertit le rapport.

« Le financement de la charia est comme le communisme : cela semble bien sur le papier, mais quand on essaie de le mettre en pratique, cela ne fonctionne jamais », a déclaré à FWI [Duane Alexander Miller](#), un érudit islamique et expert des aspects de la charia.

« Les responsables politiques doivent se demander : où

s'arrête le financement de la charia ? Peut-on inclure des lois successorales prévoyant que les femmes reçoivent un héritage inférieur à celui des hommes ? Faut-il intégrer des lois commerciales qui ne prévoient pas de sociétés détenues par des personnes morales ? » interroge Miller.

« La volonté d'établir un système économique islamique sans intérêt a été lancée par Abul A'la Mawdudi, fondateur du mouvement islamiste militant pakistanaï Jama'at-i Islami », écrit l'érudit musulman Patrick Sookhdeo dans son livre [Understanding Shari'a Finance: The Muslim Challenge to Western Economics](#) .

Plusieurs muftis de haut rang, dont Muhammad Sayyid Tantawi, Nasr Farid Wassel et Ali Gom'a, ainsi que l'Université sunnite Al-Azhar, ont émis des fatwas affirmant que les taux d'intérêt prédéfinis sont légaux selon la charia et ne sont pas considérés comme de l'usure, note-t-il.

« La finance conforme à la charia est, de fait, un djihad économique qui parvient à mobiliser les musulmans qui ne sont pas encore prêts à participer au djihad militaire de type combatif pour le partager par d'autres moyens », avertit Sookhdeo.

« De plus, les islamistes non seulement créent une interdiction morale contre toute forme de banque conventionnelle, mais donnent également des directives pour le recours à la punition, voire à la peine capitale, contre les délinquants. »

De même, le [Centre de politique de sécurité des États-Unis](#) a [averti](#) que la finance conforme à la charia « est un cheval de Troie, un instrument de légitimation et de propagation de la charia dans les sociétés occidentales ».

Le Premier ministre conservateur a posé les bases du financement de la charia



L'ancien Premier ministre britannique David Cameron est un fervent partisan de la finance islamique.

En 2014, la Grande-Bretagne est devenue le premier pays non musulman sous le Premier ministre conservateur David Cameron à émettre des Sukuk (obligations conformes à la charia), en vendant 200 millions de livres sterling de Sukuk à des investisseurs. Un rapport gouvernemental intitulé « [L'excellence britannique en finance islamique](#) » vantait que cette initiative avait « consolidé la position du Royaume-Uni comme pôle occidental de la finance islamique ».

« Le Royaume-Uni, et Londres en particulier, est déjà devenu un centre de la finance islamique. Plus d'une douzaine de banques effectuent des transactions de finance islamique. Rares sont les grands cabinets de services professionnels qui ne disposent pas d'équipes spécialisées en finance islamique », [s'était vanté](#) Cameron .

La finance islamique au Royaume-Uni est passée d'une « zone presque interdite » à un « sujet recherché » en

quelques décennies, l'ancien Premier ministre Gordon Brown déclarant en 2006 que le Royaume-Uni était bien placé pour devenir la porte d'entrée de la finance islamique en Occident, selon le [document](#) « *Une analyse de la banque et de la finance islamiques en Occident : du retard au leadership* ».

« *La taille potentielle de l'industrie suggère que la finance islamique continuera d'être la coqueluche de l'Occident pendant encore longtemps* », notent les auteurs.